



**Arrêté du 16 juin 2022  
portant limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau  
du département d'Indre-et-Loire**

La préfète d'Indre-et-Loire

**Vu** le Code civil et notamment son article 644 ;

**Vu** le Code pénal et notamment son article R. 610-1 ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, L. 213-3, L.215-7 et R.211-66 ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1, L.2311-3 et L.2212-2 L. 2215-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Damien LAMOTTE Directeur départemental des territoires d'Indre-et-Loire ;

**Vu** la décision du Directeur départemental des territoires, du 14 septembre 2021 donnant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires d'Indre-et-Loire ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2022 portant désignation des zones d'alerte, des seuils de référence et de la procédure relative aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

**Considérant** le franchissement du seuil de vigilance départemental ;

**Considérant** le franchissement du seuil d'alerte renforcée sur la Manse, le Brignon, la Choisille, la Claise et l'Indrois ;

**Considérant** le franchissement du seuil d'interdiction sur la Veude, la Bourouse et les ruisseaux de Roche, de la de Coulée, des Vallées, d'Aubigny, des Gaudeberts, de Parçay, de Cléret, de Rigny et de la Fontaine Ménard ;

**Considérant** que le régime hydrologique du Négron et de la Veude de Ponçay en étiage est similaire à celui de la Veude ;

**Considérant** qu'il convient de préserver les ressources en eau afin de garantir la salubrité et la vie piscicole ;

**Considérant** la nécessité de mettre en œuvre les mesures correspondantes afin d'assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup> : champ d'application de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté, sont applicables :

- à tout prélèvement d'eau à partir d'un cours d'eau ou de sa nappe d'accompagnement, quelle que soit la profondeur du prélèvement.

La nappe d'accompagnement est ici assimilée aux alluvions et aux formations affleurantes indiquées sur la carte géologique, dans une bande de 200 m de part et d'autre du cours d'eau. Ne sont pas concernés les ouvrages dans la bande des 200 mètres pour lesquels une étude hydrogéologique a mis en évidence une déconnexion entre la nappe d'accompagnement du cours d'eau et la nappe d'alimentation de l'ouvrage ;

- à tout prélèvement à partir d'un plan d'eau durant le temps où il est alimenté par un cours d'eau qu'il s'agisse ou pas d'un usage domestique de l'eau au sens des articles L.214-2 et R.214-5 du Code de l'environnement.

Les usages suivants sont exemptés des règles de gestion définies dans cet arrêté :

- les prélèvements pour l'alimentation d'un réseau d'eau potable ;
- les prélèvements relevant de la sécurité civile, de la santé publique et de la conservation du potentiel de défense.

## Article 2 : vigilance

L'ensemble du département est placé en vigilance. Les utilisateurs de la ressource en eau sont invités à l'économiser en adoptant les pratiques suivantes :

- Particuliers
  - À la maison :
    - Vérifier régulièrement son compteur d'eau et réparer les fuites ;
    - Ne pas laisser couler l'eau inutilement ;
    - Éviter de nettoyer façades, toitures et terrasses ;
    - Laver son véhicule dans une station de lavage ;
    - Faire tourner lave-linge et lave vaisselle lorsqu'ils sont pleins. Choisir le mode « Eco » ;
    - Installer des équipements sanitaires économes en eau (chasse d'eau, mousseur, pomme de douche).
  - Au jardin :
    - Pailler le sol pour conserver l'humidité ;
    - Récupérer l'eau de pluie ou de rinçage ;
    - Éviter d'arroser les pelouses ;
    - Arroser tard le soir pour réduire l'évaporation ;
    - Faire 2 à 3 arrosages copieux par semaine plutôt que de nombreux petits arrosages ;
    - Tenir compte de la pluie prévue ou déjà tombée.
- Entreprises et collectivités
  - Lutter contre les fuites de réseau ;
  - Limiter l'arrosage des terrains de sport, massifs et espaces verts ;
  - Mettre en place des procédés économes en eau ;
  - Optimiser les processus de production.

- Agriculteurs
  - Quand cela est possible, adapter les assolements ;
  - Éviter d'arroser au-delà des cultures et en conditions venteuses ;
  - Optimiser les apports d'eau (outils d'aide à la décision) ;
  - Lutter contre les fuites sur le matériel et les réseaux.

### **Article 3 : cours d'eau concernés par une restriction renforcée des usages de l'eau (franchissement du DAR)**

Les prélèvements d'eau directs ou indirects dans les cours d'eau suivants :

- **la Manse et ses affluents,**
- **le Brignon et ses affluents,**
- **la Choisille et ses affluents,**
- **la Claise et ses affluents,**
- **l'Indrois et ses affluents,**

ainsi que tous les prélèvements dans leur nappe d'accompagnement dans un couloir de 200 mètres de part et d'autre du cours d'eau sont placés en restriction renforcée conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les cours d'eau suivants sont en restriction renforcée anticipée (annexe 3) et tous les prélèvements, y compris ceux dans leur nappe d'accompagnement dans les 200 mètres de part et d'autres, sont soumis aux dispositions de l'alerte renforcée conformément aux dispositions du présent arrêté :

- la Dême, le Long, l'Escotais, la Fare ;
- le Changeon ;
- le ruisseau de l'Olivet, la Tourmente, le ruisseau de Chantereine, le ruisseau d'Aubigny, l'Indrois (en amont de la confluence avec la Tourmente), l'Echandon ;
- l'Aigronne.

La liste des communes des bassins-versants concernés par les restrictions du présent arrêté se trouve en annexe n° 1.

### **Article 4 : cours d'eau concernés par une interdiction des usages de l'eau (franchissement du DCR)**

Les prélèvements d'eau directs ou indirects dans les cours d'eau suivants :

- **le ruisseau de Roche et ses affluents,**
- **le ruisseau d'Aubigny et ses affluents,**
- **le ruisseau des Gaudeberts et ses affluents,**
- **le ruisseau de Parçay et ses affluents,**
- **le ruisseau de Cléret et ses affluents,**
- **le ruisseau de Rigny et ses affluents,**
- **le ruisseau de la Coulée et ses affluents,**
- **le ruisseau des Vallées et ses affluents,**
- **le ruisseau de la Fontaine Ménard et ses affluents,**
- **la Veude et ses affluents,**
- **le Négron et ses affluents,**
- **la Veude de Ponçay et ses affluents,**
- **la Bourouse et ses affluents,**

ainsi que tous les prélèvements dans leur nappe d'accompagnement dans un couloir de 200 mètres de part et d'autre du cours d'eau sont interdits conformément aux dispositions suivantes.

La liste des communes des bassins-versants concernés par les interdictions du présent arrêté se trouve en annexe n° 2.

### Article 5 : dispositions relatives aux différents usages pour les cours d'eau restreints ou interdits

Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)								
Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole								
Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile)	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique			x	x	x	x
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, arbres et arbustes		Interdit entre 10 h et 18 h (2)	Interdiction Dérogation générale pour jeunes gazons implantés depuis l'automne et pour les jeunes arbres et arbustes de moins d'un an ; dérogations possibles pour massifs fleuris de sites majeurs (sites inventoriés par l'Association Parcs et Jardins en Région Centre et listés sur le site internet : <a href="http://www.jardins-de-france.com">www.jardins-de-france.com</a> ) pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20 h et 8 h (2)		x	x	x	x
Arrosage des jardins potagers		Interdit entre 10 h et 18 h (2)	Interdit de 8 h à 20 h (2)		x	x	x	x
Arrosage des espaces arborés accessibles gratuitement au public en milieu urbain		Interdit de 10 h à 18 h (2)	Interdiction Dérogation générale pour les jeunes arbres et arbustes de moins d'un an, pour lesquels les arrosages sont autorisés entre 20 h et 8 h ; autres dérogations possibles pour les collectivités dont le Plan Climat Air Énergie Territorial a mis en évidence un risque d'îlot de chaleur urbain (2)		x	x	x	
Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1 m <sup>3</sup> )		Interdiction de remplissage sauf remise à niveau nécessaire au bon fonctionnement de l'ouvrage et premier remplissage pour chantier en cours (2)			x			
Piscines ouvertes au public				Remplissage et vidange soumis à autorisation préalable de la DDT et après avis de l'ARS (2)			x	x

## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

*Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole*

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Lavage de véhicules	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Interdiction hors stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou techniques (ex : bétonnières) et pour les besoins liés à la sécurité publique (2)			x	x	x	x
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées		Voiries, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées : Limité au strict nécessaire pour assurer l'hygiène et la salubrité publique  Façades, toitures : interdiction (2)			x	x	x	x
Alimentation des fontaines d'ornement, bassins d'ornements, jeux d'eau...en circuit ouvert		Interdiction (2)			x	x	x	
Arrosage des terrains de sport		Interdit entre 10 h et 18 h (2)	Interdit entre 8 h et 20 h (2)	Interdiction (Dérogation générale pour les jeunes gazons implantés depuis l'automne, dérogation possible pour pelouse des terrains accueillant des compétitions de niveau national où les arrosages sont autorisés entre 20 h et 8 h) (2)		x	x	

## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)		Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8 heures à 20 heures de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %.  Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation. (2)	Réduction des volumes d'eau moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7 j/7 : Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs » (2)	Interdiction d'arroser les golfs.  Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20 h et 8 h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels. (2)	x	x	x	
Remplissage des plans d'eau, étangs, bassin d'agrément non utilisés pour l'irrigation et manœuvre de vannes	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Interdiction  – les plans d'eau alimentés par prélèvements en eaux superficielles (dérivation, etc.) et par forage dans la nappe d'accompagnement doivent avoir leur dispositif de prélèvement rendu inactif.  – les plans d'eau en barrage sur le cours d'eau doivent laisser s'écouler à l'aval un débit sortant au moins égal au débit réservé ou à défaut au débit entrant.  Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du Code de l'environnement.  Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.				x	x	x
Prélèvement en canaux		Réduction des prélèvements directs dans les canaux à adapter localement selon les niveaux de gravité en tenant compte des enjeux sécuritaires liés à la baisse des niveaux (fragilisation des berges, des digues...).			x	x	x	x

## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

*Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole*

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Travaux en cours d'eau	Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau	Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf : – situation d'assec total ; – pour des raisons de sécurité ; – dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau ; – déclaration préalable au service de police de l'eau de la DDT.		x	x	x	x
Gestion des ouvrages hydrauliques (hors plans d'eau)		Interdiction de toute manœuvre susceptible d'influencer le débit ou le niveau d'eau sauf si elle est nécessaire au non dépassement de la cote légale de retenue, à la protection contre les inondations des terrains riverains amont ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont.  Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du Code de l'environnement.  Les manœuvres de vannes nécessaires au maintien du débit réservé sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.  Dérogation possible sur demande préalable à la DDT pour les travaux réalisés dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général (DIG)		x	x	x	x	
Navigation fluviale		Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses.  Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux.  Arrêt de la navigation si nécessaire.	Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses.  Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux.				x	

## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) si Arrêté de Prescriptions Complémentaires	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau	Se référer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau, prévues dans leurs autorisations administratives				x	x	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en l'absence d'Arrêté de Prescriptions Complémentaires		Suppression des usages hors process et sanitaires.  Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique				x	x	
Activités industrielles (hors ICPE), commerciales, artisanales et de services	Sensibiliser aux règles de bon usage d'économie d'eau	Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire relatif au process de production de l'entreprise.  Tenue d'un registre de prélèvements si ceux-ci sont effectués dans le milieu naturel (2)				x		
Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le Code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau	<p>Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision « Modalités » et décision « Limites ») homologuées par le Ministère chargé de l'environnement.</p> <p>Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral.</p> <p>Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre du réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité.</p>					x	



## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Irrigation par aspersion des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)	Prévenir les agriculteurs	Interdiction d'irriguer deux jours par semaine (3) (4)	Interdiction d'irriguer trois jours par semaine (3) (5)	Interdiction				x
Irrigation des cultures par système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion par exemple). (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)		Autorisé		Interdiction				x
Abreuvement des animaux		Pas de limitation sauf arrêté spécifique						x
Irrigation dans le cadre de la gestion collective (OUGC)	Proposition de mesures d'anticipation par l'OUGC	Proposition par l'OUGC de modalités de gestion spécifiques		Interdiction				x

## Tableau des mesures de restrictions des usages de l'eau (1)

Légende des usagers : P=Particulier, E=Entreprise, C=Collectivité, A=Exploitant agricole

Usages	Vigilance	Alerte (DSA)	Alerte Renforcée (DAR)	Crise (DCR)	USAGERS			
					P	E	C	A
Remplissage des plans d'eau et étangs, utilisés pour l'irrigation et manoeuvre de vannes	Prévenir les agriculteurs	<p>Les plans d'eau en barrage sur le cours d'eau doivent laisser s'écouler à l'aval un débit sortant au moins égal au débit réservé ou à défaut au débit entrant si celui-ci est inférieur au débit réservé et ne conserver que le tiers du débit entrant au-delà du débit réservé.</p> <p>Exemple d'application de cette règle pour un débit réservé de 30 m<sup>3</sup>/h :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le débit entrant est nul → pas d'obligation de restitution</li> <li>- Le débit entrant est inférieur à 30 m<sup>3</sup>/h → obligation de restituer à l'aval l'intégralité du débit entrant</li> <li>- Le débit entrant est supérieur à 30 m<sup>3</sup>/h : Par exemple, 51 m<sup>3</sup>/h → obligation de restituer à l'aval un débit de : <math>30 + 2/3 \times (51 - 30) = 44 \text{ m}^3/\text{h}</math>.</li> </ul> <p>Cette disposition ne remet pas en cause le respect du débit réservé à laisser dans le cours d'eau défini par l'article L. 214-18 du Code de l'environnement.</p> <p>Les manoeuvres de vannes nécessaires au maintien des débits ci-dessus sont autorisées en veillant à ce qu'elles ne nuisent pas à la qualité des eaux et au milieu naturel.</p>						x

(1) Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.

(2) Ces mesures s'appliquent dans toute la zone d'alerte quelle que soit l'origine de l'eau.

(3) Pour les prélèvements soumis à autorisation dans les petits cours d'eau, les irrigants déclarés à la Direction Départementale des Territoires (police de l'eau) devront limiter leurs prélèvements conformément aux prescriptions définies à cet effet dans les arrêtés d'autorisation de prélèvement qui ont été notifiés individuellement aux intéressés, auxquels ils devront se reporter (les jours durant lesquels le prélèvement est autorisé en période de limitation et en période de limitation renforcée sont indiqués dans l'annexe individuelle dans le paragraphe intitulé « conditions particulières »).

Pour les forages en nappe d'accompagnement dans la bande de 200 m de part et d'autre du cours d'eau :

- en période d'alerte les prélèvements sont interdits les lundi et mardi pour les forages situés en rive droite et les mercredi et jeudi pour les forages situés en rive gauche.
- en période d'alerte renforcée : les prélèvements sont interdits les jours pairs pour les forages situés en rive droite et les jours impairs pour les forages situés en rive gauche.

(4) Pour les prélèvements soumis à déclaration dans les rivières moyennes et en régime de liberté dans les grandes rivières, le mandataire des irrigants pourra proposer une répartition des prélèvements connus et autorisés pour chaque cours d'eau (tours d'eau). Ces propositions de tours d'eau devront être exprimées en jours et correspondre pour chaque irrigant à une réduction de 30 % par rapport au nombre de jours autorisés avant limitations. Elles devront être fournies à la DDT et validées avant la constatation du franchissement du DSA, selon le modèle joint en annexe 4. La somme des prélèvements exprimée en m<sup>3</sup>/h devra être équilibrée entre tous les jours de la semaine. Les arrêtés de constat prévoiront une répartition spécifique des prélèvements connus et autorisés, pour chaque cours d'eau (tours d'eau). À défaut d'une proposition de répartition des prélèvements par le mandataire dans les délais fixés ci-dessus et validée par la DDT, les prélèvements, y compris dans les forages en nappe d'accompagnement dans la bande de 200 m de part et d'autre du cours d'eau, seront interdits les lundi/mardi pour les prélèvements effectués en rive droite et les jeudi/vendredi pour les prélèvements effectués en rive gauche.

(5) Pour les prélèvements soumis à déclaration dans les rivières moyennes et en régime de liberté dans les grandes rivières, le mandataire des irrigants pourra proposer une répartition des prélèvements connus et autorisés pour chaque cours d'eau (tours d'eau). Ces propositions de tours d'eau devront être exprimées en jours et correspondre pour chaque irrigant à une réduction de 50 % par rapport au nombre de jours autorisés avant limitations. Elles devront être fournies à la DDT et validées avant la constatation du franchissement du DAR, selon le modèle joint en annexe 4. La somme des prélèvements exprimée en m<sup>3</sup>/h devra être équilibrée entre tous les jours de la semaine. Les arrêtés de constat prévoiront une répartition spécifique des prélèvements connus et autorisés, pour chaque cours d'eau (tours d'eau). À défaut d'une proposition de répartition des prélèvements par le mandataire, les prélèvements, y compris dans les forages en nappe d'accompagnement dans la bande de 200 m de part et d'autre du cours d'eau, seront autorisés les jours pairs pour les prélèvements effectués en rive droite et les jours impairs pour les prélèvements effectués en rive gauche.

## **Article 6 : adaptations**

### Manœuvres de vannes et plans d'eau

Des adaptations pourront être délivrées sur demande dûment motivée, adressée au service en charge de la police des eaux (DDT).

### Chantiers

Un prélèvement exceptionnel pourra être sollicité pour vaporiser les poussières issues des travaux.

Les critères permettant à l'administration d'accepter ces prélèvements sont les mesures mises en œuvre pour limiter les prélèvements et la faiblesse de ces prélèvements par rapport à la sensibilité des milieux aquatiques concernés.

### Irrigation

Les demandes d'adaptation, le cas échéant regroupées par le mandataire des irrigants pour l'ensemble de la zone d'alerte concernée par la mesure de restriction, devront être présentées à la DDT.

Les adaptations seront en priorité accordées pour les cultures dites fourragères ou spéciales :

- maïs semence ;
- tabac ;
- cultures maraîchères et arboricoles ;
- semences porte graine ;
- îlots d'expérimentation ;
- cultures horticoles et pépinières.

Les renseignements fournis à l'appui de ces demandes sont :

- le type de culture ;
- les surfaces concernées ;
- leur localisation précise (commune, section, numéro de parcelle) ;
- les besoins prioritaires en eau (débit, volume, période calendaire d'utilisation) ;
- le(s) point(s) de prélèvement concerné(s) ;
- l'existence d'un contrat de production ;
- l'existence de culture hors sol.

Les critères permettant à l'administration d'accepter ces prélèvements sont l'impact économique excessif (perte totale de la récolte), les mesures mises en œuvre pour limiter les prélèvements et la faiblesse de ces prélèvements par rapport à la sensibilité des milieux aquatiques concernés.

Le mandataire devra faire parvenir au préfet dans les deux mois suivant la fin de chaque année civile ou la campagne de prélèvement, un extrait ou une synthèse du registre ou cahier visé à l'article 11, indiquant pour les irrigants ayant bénéficié d'une dérogation et prélevant sur les grands cours d'eau (pompage en régime de liberté) :

- les valeurs des volumes prélevés mensuellement et sur l'année civile ou sur la campagne ;
- le relevé de l'index du compteur volumétrique, en fin d'année civile ou de campagne.

Les dérogations seront délivrées par le directeur départemental des territoires, ou son représentant par délégation.

#### **Article 7 : clause de précarité**

Les autorisations et dérogations sont délivrées à titre précaire et révocable, sous réserve du droit des tiers.

Leurs bénéficiaires ne peuvent prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration compétente reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt de l'unité de la ressource en eau, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent, d'une manière temporaire, de tout ou partie des avantages résultant des autorisations ou dérogations accordées.

#### **Article 8 : recherche d'infractions, contrôles et sanctions**

En vue de rechercher et constater les infractions, les fonctionnaires des services chargés de la police des eaux ainsi que les services de gendarmerie et de police ont accès aux locaux, installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, dans les limites prévues par les textes. Les infractions au présent arrêté seront passibles des sanctions prévues au titre VII du livre I du Code de l'environnement.

Tout irrigant est tenu de présenter ses registres de relevés d'index de compteur volumétrique à toute personne habilitée à effectuer les contrôles.

L'obstacle à l'exercice des fonctions de contrôle (recherche et constatation d'infraction) confiées aux agents est puni des peines prévues à l'article L.173-4 du Code de l'environnement.

Le non-respect des mesures de restrictions temporaires, prescrites par le présent arrêté et ses annexes, sera puni d'une amende prévue à l'article R.216-9 du Code de l'environnement (contraventions de la 5<sup>e</sup> classe). Ces amendes peuvent s'appliquer de manière cumulative chaque fois qu'une infraction aux mesures de limitation ou de suspension est constatée.

Indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, les sanctions pourront être accompagnées des suites administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 9 : Abrogation de l'arrêté précédent**

L'arrêté portant limitation ou suspension temporaire des usages de l'eau du département d'Indre-et-Loire en date du 02 juin 2022 est abrogé à compter du samedi 18 juin 2022 à zéro heure.

#### **Article 10 : durée de validité – levée des mesures**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du samedi 18 juin 2022 à zéro heure, et jusqu'au 31 octobre 2022.

Il pourra y être mis fin avant, dans les mêmes formes, et s'il y a lieu graduellement, dès que les conditions d'écoulement ou d'approvisionnement permettront de garantir la préservation de la ressource en eau et du milieu aquatique.

**Article 11 : délais et voie de recours**

Les délais de recours auprès du tribunal administratif d'Orléans sont de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant la préfète d'Indre-et-Loire ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire.

**Article 12 : exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets de Loches et de Chinon, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant le groupement de gendarmerie d'Indre-et-Loire, les maires des communes concernées, le service départemental de l'OFB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, dont un avis sera inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département et mis en ligne à l'adresse internet départemental de l'État (<http://www.indre-et-loire.gouv.fr>).

Tours, le 16 juin 2022,

Pour la préfète et par délégation,

Le Directeur Départemental des Territoires

*elle e*  
Damien LAMOTTE

**Liste des communes par bassin faisant l'objet de l'arrêté du 16 juin 2022**  
**Annexe n°1 – Liste des communes du département de l'Indre-et-Loire concernées**  
**par les restrictions renforcées d'usage (Alerte renforcée)**

**Bassin de la Manse**

AVON-LES-ROCHES  
BOSSÉE  
BOURNAN  
CRISSAY-SUR-MANSE  
CROUZILLES  
DRACHÉ  
LE LOUROUX  
L'ÎLE-BOUCHARD  
LOUANS  
NEUIL  
NOYANT-DE-TOURAINÉ  
PANZOULT  
SAINT-BRANCHS  
SAINTE-CATHERINE-DE-FIERBOIS  
SAINTE-MAURE-DE-TOURAINÉ  
SAINT-ÉPAIN  
SEPMES  
SORIGNY  
THILOUZE  
TROGUES  
VILLEPERDUE

**Bassin de l'Indrois**

AZAY-SUR-INDRE  
BEAUMONT-VILLAGE  
CÉRÉ-LA-RONDE  
CHAMBOURG-SUR-INDRE  
CHEDIGNY  
CHEMILLE-SUR-INDROIS  
FERRIERE-SUR-BEAULIEU  
GÉNILLÉ  
LE LIEGE  
LOCHÉ-SUR-INDROIS  
LUZILLÉ  
MONTRÉSOR  
NOUANS-LES-FONTAINES  
ORBIGNY  
REIGNAC-SUR-INDRE  
SAINT-QUENTIN-SUR-INDROIS  
SENNEVIERES  
SUBLAINES  
VILLEDOMAIN  
VILLELOIN-COULANGÉ

**Bassin de la Claise**

ABILLY  
BARROU  
BOSSAY-SUR-CLAISE  
BOUSSAY  
CHAMBON  
CHARNIZAY  
CHAUMUSSAY  
LE GRAND-PRESSIGNY  
LE PETIT-PRESSIGNY  
NEUILLY-LE-BRIGNON  
PREUILLY-SUR-CLAISE

**Bassin du Brignon**

ABILLY  
BETZ-LE-CHATEAU  
CHARNIZAY  
CUSSAY  
DESCARTES  
ESVES-LE-MOUTIER  
FERRIERE-LARCON  
LA CELLE-GUENAND  
LE GRAND-PRESSIGNY  
LIGUEIL  
NEUILLY-LE-BRIGNON  
PAULMY  
SAINT-FLOVIER

## **Bassin de la Choisille**

BEAUMONT-LA-RONCE  
CERELLES  
CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
CHARENTILLY  
CROTELLES  
FONDETTES  
LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE  
LUYNES  
MARRAY  
METTRAY  
MONNAIE  
NEUILLÉ-PONT-PIERRE  
NOTRE-DAME-D'OÉ  
NOUZILLY  
PARCAY-MESLAY  
PERNAY  
REUGNY  
ROUZIER-S-DE-TOURAIN  
SAINT-ANTOINE-DU-ROCHER  
SAINT-CYR-SUR-LOIRE  
SAINT-LAURENT-EN-GÂTINES  
SAINT-ROCH  
SEMBLANCAY  
TOURS

**Annexe n°2 – Liste des communes du département de l’Indre-et-Loire  
concernées par les interdictions d’usage (Crise)**

**Bassin de la Bourouse**

BRASLOU  
BRIZAY  
CHEZELLES  
COURCOUÉ  
JAULNAY  
LA TOUR-SAINT-GELIN  
LUZÉ  
MARIGNY-MARMANDE  
PARCAY-SUR-VIENNE  
RAZINES  
RILLY-SUR-VIENNE  
THENEUIL  
VERNEUIL-LE-CHÂTEAU

**Bassin du ruisseau de la Coulée**

BRIDORÉ  
VERNEUIL-SUR-INDRE

**Bassin du ruisseau de la Fontaine Mainard**

BALLAN-MIRE  
DRUYE  
SAVONNIÈRES

**Bassin du ruisseau des Vallées**

CHEILLE  
RIVARENNES

**Bassin du ruisseau d’Aubigny**

CHÉMILLE-SUR-INDROIS  
GENILLÉ  
LOCHE-SUR-INDROIS  
SAINT-HIPPOLYTE  
SENNEVIÈRES  
VILLELOIN-COULANGÉ

**Bassin du ruisseau de Cléret**

AZAY-SUR-INDRE  
CHEDIGNY  
REIGNAC-SUR-INDRE  
SAINT-QUENTIN-SUR-INDROIS  
SUBLAINES

**Bassin de la Veude**

ANCHÉ  
ASSAY  
BRASLOU  
BRAYE-SOUS-FAYE  
BRIZAY  
CHAMPIGNY-SUR-VEUDE  
CHAVEIGNES  
COURCOUÉ  
FAYE-LA-VINEUSE  
JAULNAY  
LA ROCHE-CLERMAULT  
LA TOUR-SAINT-GELIN  
LEMERE  
LIGRE  
MARCAY  
MARIGNY-MARMANDE  
RAZINES  
RICHELIEU  
RIVIERE  
SAZILLY

**Bassin du Négron**

CHINON  
CINAIS  
LA ROCHE-CLERMAULT  
LERNÉ  
LIGRÉ  
MARCAY  
SEUILLY

**Bassin du ruisseau de Roche**

LOCHÉ-SUR-INDROIS  
NOUANS-LES-FONTAINES  
VILLEDOMAIN  
VILLELOIN-COULANGÉ

**Bassin de la Veude de Ponçay**

ANTOGNY-LE-TILLAC  
JAULNAY  
LUZÉ  
MARIGNY-MARMANDE  
PORTS  
PUSSIGNY



**Bassin du ruisseau de Parçay**

CHEZELLES  
LUZE  
MARCILLY-SUR-VIENNE  
PARCAY-SUR-VIENNE  
POUZAY  
RILLY-SUR-VIENNE  
VERNEUIL-LE-CHÂTEAU

**Bassin du ruisseau de Rigny**

LOCHÉ-SUR-INDROIS  
SAINT-HIPPOLYTE  
SAINT-JEAN-SAINT-GERMAIN  
SENNEVIÈRES  
VERNEUIL-SUR-INDRE

**Bassin du ruisseau des Gaudeberts**

DRACHÉ  
MAILLÉ  
NOUÂTRE  
NOYANT-DE-TOURAINNE  
POUZAY  
SAINTE-MAURE-DE-TOURAINNE

**Annexe n°3 – POUR INFORMATION : Liste des communes du département de l'Indre-et-Loire concernées par les restrictions anticipées (alerte renforcée par défaut ou crise)**

**Bassin versant du Loir**

**La Dême**

BEAUMONT-LA-RONCE  
BUEIL-EN-TOURAIN  
CHEMILLÉ-SUR-DÊME  
ÉPEIGNE-SUR-DÊME  
LA FERRIERE  
LES HERMITES  
LOUESTAULT  
MARRAY  
MONTHODON  
NEUVY-LE-ROI  
SAINT-LAURENT-EN-GÂTINES

**Le Long**

BEAUMONT-LA-RONCE  
BUEIL-EN-TOURAIN  
ÉPEIGNE-SUR-DÊME  
LOUESTAULT  
NEUILLÉ-PONT-PIERRE  
NEUVY-LE-ROI  
ROUZIERS-DE-TOURAIN  
SAINT-PATERNE-RACAN  
VILLEBOURG

**L'Escotais**

BRÈCHES  
BUEIL-EN-TOURAIN  
NEUILLÉ-PONT-PIERRE  
NEUVY-LE-ROI  
ROUZIERS-DE-TOURAIN  
SAINT-AUBIN-LE-DÉPEINT  
SAINT-CHRISTOPHE-SUR-LE-NAIS  
SAINT-PATERNE-RACAN  
SEMBLANCAY  
SONZAY  
VILLEBOURG

**Fare à l'exception de l'Ardillère**

BRAYE-SUR-MAULNE  
CHÂTEAU-LA-VALLIÈRE  
COUESMES  
COURCELLES-DE-TOURAIN  
LUBLÉ  
SAINT-AUBIN-LE-DÉPEINT  
SAINT-LAURENT-DE-LIN  
SAINT-PATERNE-RACAN  
SONZAY  
SOUVIGNÉ  
VILLIERS-AU-BOUIN

**Bassin versant de l'Authion**

**Le Changeon à l'exception du cours principal du Lane**

AVRILLÉ-LES-PONCEAUX  
BENAI  
BOURGUEIL  
CHOUZÉ-SUR-LOIRE  
CONTINVOIR

GIZEUX  
HOMMES  
INGRANDES-DE-TOURAIN  
RESTIGNÉ  
RILLÉ  
SAINT-NICOLAS-DE-BOURGUEIL  
SAVIGNÉ-SUR-LATHAN

## Bassin versant de l'Indre

### Ruisseau de l'Olivet

BEAUMONT-VILLAGE  
CÉRÉ-LA-RONDE  
CHEMILLÉ-SUR-INDROIS  
NOUANS-LES-FONTAINES  
ORBIGNY  
VILLELOIN-COULANGÉ

### La Tourmente

NOUANS-LES-FONTAINES  
ORBIGNY  
VILLELOIN-COULANGÉ

### L'Echandon, Chantereine

BOSSÉE  
CHAMBOURG-SUR-INDRE  
CHANCEAUX-PRÈS-LOCHES  
DOLUS-LE-SEC  
ESVRES  
LOCHES  
LOUANS  
MANTHELAN  
MOUZAY  
SAINT-BAULD  
SAINT-BRANCHS  
SAINTE-CATHERINE-DE-FIERBOIS  
TAUXIGNY  
VOU

### L'Indrois à l'exception de la Tourmente, de l'Olivet et du ruisseau de Roche

AZAY-SUR-INDRE  
BEAUMONT-VILLAGE  
CÉRÉ-LA-RONDE  
CHAMBOURG-SUR-INDRE  
CHÉDIGNY  
CHEMILLÉ-SUR-INDROIS  
FERRIÈRE-SUR-BEAULIEU  
GENILLÉ  
LE LIEGE  
LOCHÉ-SUR-INDROIS  
LUZILLÉ  
MONTRÉSOR  
NOUANS-LES-FONTAINES  
ORBIGNY  
REIGNAC-SUR-INDRE  
SAINT-QUENTIN-SUR-INDROIS  
SENNEVIÈRES  
SUBLAINES  
VILLEDOMAIN  
VILLELOIN-COULANGÉ

### Ruisseau de Roche

LOCHÉ-SUR-INDROIS  
NOUANS-LES-FONTAINES  
VILLEDOMAIN  
VILLELOIN-COULANGÉ

### Ruisseau d'Aubigny

CHEMILLÉ-SUR-INDROIS  
GENILLÉ  
LOCHE-SUR-INDROIS  
SAINT-HIPPOLYTE  
SENNEVIÈRES  
VILLELOIN-COULANGÉ

## **Bassin versant de la Vienne**

### **La Bourouse**

BRASLOU  
BRIZAY  
CHEZELLES  
COURCOUÉ  
JAULNAY

LA TOUR-SAINT-GELIN  
LUZÉ  
MARIGNY-MARMANDE  
PARCAY-SUR-VIENNE  
RAZINES  
RILLY-SUR-VIENNE  
THENEUIL  
VERNEUIL-LE-CHÂTEAU

## **Bassin versant de la Creuse**

### **L'Aigronne**

BETZ-LE-CHÂTEAU  
CHARNIZAY  
CHAUMUSSAY  
LA CELLE-GUENAND  
LE GRAND-PRESSIGNY  
LE PETIT-PRESSIGNY  
PAULMY  
SAINT-FLOVIER